



| Informations de base | |
|--|--------------------|
| <p>2011/0248(CNS)</p> <p>CNS - Procédure de consultation Décision</p> | Procédure terminée |
| <p>Accises: taux réduit sur le rhum produit dans les départements français d'outre-mer, période d'application et contingent annuel</p> <p>Modification Décision 2007/659/EC 2007/0131(CNS)</p> <p>Subject</p> <p>2.70.02 Fiscalité et impôts indirects, TVA, accises 3.10.06.08 Vin, boissons alcoolisées et non-alcoolisées 4.70.06 Régions périphériques et ultrapériphériques, territoires et pays d'outre-mer</p> <p>Zone géographique</p> <p>France</p> | |

| Acteurs principaux | | | | |
|-------------------------------|--|--|---|---------------------------|
| Parlement européen | Commission au fond | | Rapporteur(e) | Date de nomination |
| | REGI Développement régional | | HÜBNER Danuta Maria (PPE) | 14/11/2011 |
| | | | Rapporteur(e) fictif/fictive PONGA Maurice (PPE) TIROLIEN Patrice (S&D) MĂNESCU Ramona Nicole (ALDE) GRÈZE Catherine (Verts /ALE) | |
| | Commission pour avis | | Rapporteur(e) pour avis | Date de nomination |
| | ECON Affaires économiques et monétaires | | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| | AGRI Agriculture et développement rural | | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| Conseil de l'Union européenne | Formation du Conseil | | Réunions | Date |
| | Environnement | | 3139 | 2011-12-19 |

| | | |
|-----------------------|------------------------------|-----------------|
| Commission européenne | DG de la Commission | Commissaire |
| | Fiscalité et union douanière | ŠEMETA Algirdas |

| Événements clés | | | |
|-----------------|--|--|--------|
| Date | Événement | Référence | Résumé |
| 22/09/2011 | Publication de la proposition législative | COM(2011)0577  | Résumé |
| 12/10/2011 | Annonce en plénière de la saisine de la commission | | |
| 14/11/2011 | Vote en commission | | Résumé |
| 16/11/2011 | Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique | A7-0382/2011 | |
| 01/12/2011 | Décision du Parlement | T7-0529/2011 | Résumé |
| 01/12/2011 | Résultat du vote au parlement |  | |
| 19/12/2011 | Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement | | |
| 19/12/2011 | Fin de la procédure au Parlement | | |
| 29/12/2011 | Publication de l'acte final au Journal officiel | | |

| Informations techniques | |
|------------------------------|--|
| Référence de la procédure | 2011/0248(CNS) |
| Type de procédure | CNS - Procédure de consultation |
| Sous-type de procédure | Note thématique |
| Instrument législatif | Décision |
| Modifications et abrogations | Modification Décision 2007/659/EC 2007/0131(CNS) |
| Base juridique | Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 349-p1sub1-as1 |
| Autre base juridique | Règlement du Parlement EP 165 |
| État de la procédure | Procédure terminée |
| Dossier de la commission | REGI/7/06983 |

| Portail de documentation | | | | |
|--|------------|--------------|------------|--------|
| Parlement Européen | | | | |
| Type de document | Commission | Référence | Date | Résumé |
| Projet de rapport de la commission | | PE475.887 | 09/11/2011 | |
| Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique | | A7-0382/2011 | 16/11/2011 | |
| Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique | | T7-0529/2011 | 01/12/2011 | Résumé |

Commission Européenne

| Type de document | Référence | Date | Résumé |
|-----------------------------|--|------------|--------|
| Document de base législatif | COM(2011)0577  | 22/09/2011 | Résumé |

Parlements nationaux

| Type de document | Parlement /Chambre | Référence | Date | Résumé |
|------------------|-------------------------------|-------------------------------|------------|--------|
| Contribution | PT_PARLIAMENT | COM(2011)0577 | 23/11/2011 | |
| Contribution | IT_SENATE | COM(2011)0577 | 23/01/2012 | |

Informations complémentaires

| Source | Document | Date |
|-----------------------|----------|------|
| Parlements nationaux | IPEX | |
| Commission européenne | EUR-Lex | |

Acte final

[Décision 2011/0896](#)
[JO L 345 29.12.2011, p. 0018](#)

[Résumé](#)

Accises: taux réduit sur le rhum produit dans les départements français d'outre-mer, période d'application et contingent annuel

2011/0248(CNS) - 01/12/2011 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 535 voix pour, 83 voix contre et 13 abstentions, dans le cadre d'une procédure législative spéciale (consultation du Parlement européen), une résolution législative sur la proposition de décision du Conseil modifiant la décision 2007/659/CE en ce qui concerne sa période d'application et le contingent annuel pouvant bénéficier d'un taux d'accise réduit.

Le Parlement européen a approuvé la proposition sans modification.

Accises: taux réduit sur le rhum produit dans les départements français d'outre-mer, période d'application et contingent annuel

2011/0248(CNS) - 19/12/2011 - Acte final

OBJECTIF : adapter la décision 2007/659/CE en ce qui concerne sa période d'application et le contingent annuel pouvant bénéficier d'un taux d'accise réduit.

ACTE LÉGISLATIF : Décision n° 896/2011/UE du Conseil modifiant la décision 2007/659/CE en ce qui concerne sa période d'application et le contingent annuel pouvant bénéficier d'un taux d'accise réduit.

CONTENU : le Conseil a décidé de **porter de 108.000 à 120.000 hectolitres** le quota de rhum traditionnel produit dans les départements français d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane française, Martinique et Réunion), sur lequel un taux d'accise réduit peut être appliqué. Il a également **prolongé d'un an, jusqu'au 31 décembre 2013, la durée d'application du régime de taux d'accise réduit.**

Il résulte des informations fournies par les autorités françaises que les quantités de rhum traditionnel bénéficiant du droit d'accise réduit qui ont été mises sur le marché ont progressé depuis l'adoption de la décision 2007/659/CE. Celles-ci sont passées de 96.100 hap en 2007 à 105.700 hap en 2010, soit une augmentation annuelle de 3,2%. Si cette progression se poursuit sur le même rythme, les quantités de rhum traditionnel mises sur le marché devraient être d'environ 109.100 hap en 2011, de 112.600 hap en 2012 et de 116.200 hap en 2013, dépassant ainsi le quota de 108.000 hap prévu par la décision 2007/659/CE.

Étant donné qu'il convient de soutenir la compétitivité du rhum «traditionnel» des départements d'outre-mer sur le marché métropolitain afin de préserver l'activité de la filière canne-sucre-rhum de ces départements, il est nécessaire de revoir les quantités de rhum «traditionnel» originaire des départements d'outre-mer pouvant bénéficier d'un taux d'accise réduit lors de leur mise à la consommation sur ce marché. Cela permettra de couvrir une augmentation sur base annuelle de 4,3%, soit un peu plus que les 3,2% constatés au cours de la période 2007-2010.

ENTRÉE EN VIGUEUR : 19/12/2011.

Accises: taux réduit sur le rhum produit dans les départements français d'outre-mer, période d'application et contingent annuel

2011/0248(CNS) - 22/09/2011 - Document de base législatif

OBJECTIF : adapter la décision 2007/659/CE en ce qui concerne sa période d'application et le contingent annuel pouvant bénéficier d'un taux d'accise réduit.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

CONTEXTE : la décision 2007/659/CE du Conseil autorise la France à appliquer, sur le territoire de la France métropolitaine et pour le rhum traditionnel fabriqué dans les départements français d'outre-mer français, un droit d'accise réduit qui peut être inférieur au taux minimum d'accise prévu par la directive 92/84/CE, mais qui ne peut être inférieur de plus de 50% au taux d'accise national normal sur l'alcool. Le taux réduit d'accise est limité à un contingent annuel de 108.000 hectolitres d'alcool pur (hap). La dérogation expire le 31 décembre 2012.

Conformément à la décision 2007/659/CE, les autorités françaises ont adressé à la Commission, le 29 juin 2010, un rapport contenant les deux demandes suivantes:

1°) porter le contingent annuel de 108.000 hectolitres à 125.000 hectolitres d'alcool pur (hap) afin d'ajuster le contingent compte tenu de l'évolution du marché de l'Union du rhum ;

2°) proroger d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2013, la période d'application de la décision 2007/659/CE afin de faire coïncider la fin de cette période avec la fin de la période d'application de la décision de la Commission rendue le 27 juin 2007 en matière d'aides d'État et concernant le même sujet (aide d'État n° N 530/2006).

ANALYSE D'IMPACT : le recours à une expertise externe n'a pas été nécessaire et il n'a pas été procédé à une analyse d'impact. Toutefois les statistiques fournies par les autorités françaises sur les quantités de rhum mises à la consommation ont été examinées attentivement.

Il résulte des informations fournies par les autorités françaises que les quantités de rhum traditionnel bénéficiant du droit d'accise réduit qui ont été mises sur le marché ont progressé depuis l'adoption de la décision 2007/659/CE. Celles-ci sont passées de 96.100 hap en 2007 à 105.700 hap en 2010, soit une augmentation annuelle de 3,2%. Si cette progression se poursuit sur le même rythme, les quantités de rhum traditionnel mises sur le marché devraient être d'environ 109.100 hap en 2011, de 112.600 hap en 2012 et de 116.200 hap en 2013, dépassant ainsi le quota de 108.000 hap prévu par la décision 2007/659/CE.

BASE JURIDIQUE : Article 349 du TFUE.

CONTENU : au vu des constatations effectuées sur la base des informations fournies par les autorités françaises, la Commission propose :

- **d'augmenter le quota de 108.000 hap prévu par la décision 2007/659/CE pour le porter à 120.000 hap.** Cette augmentation permettra de couvrir une augmentation annuelle des quantités de rhum mises sur le marché de 4,3%, soit un peu plus que les 3,2% d'augmentation constatés au cours de la période 2007-2010 ;
- **de proroger d'un an** la période d'application de la décision 2007/659/CE afin de faire coïncider la fin de cette période avec la fin de la période d'application de la décision susvisée en matière d'aide d'État.

INCIDENCE BUDGÉTAIRE : la proposition n'a aucune incidence sur le budget de l'Union.